

13.3 Dépense publique

En 2008, le poids des **dépenses publiques** dans le PIB s'accroît de 0,4 point à 52,7 %. Du côté des dépenses des **administrations publiques** centrales, la masse des rémunérations versées (hors cotisations imputées) diminue de 1,1 % en raison de la baisse des effectifs : d'une part, certains postes de l'éducation et de l'équipement sont décentralisés, ce qui joue pour environ 1,7 point ; d'autre part, des postes sont supprimés, dans le cadre du non remplacement partiel des fonctionnaires partant en retraite. Cet effet est en partie atténué par la progression du salaire moyen par tête. En revanche, la progression des sommes versées au titre des pensions de retraite des fonctionnaires d'État demeure vive (+ 4,4 %), des générations plus nombreuses arrivant à l'âge de la retraite. Par ailleurs, l'accélération des prix en 2008 joue à la hausse sur les intérêts dus par l'État (+ 8,6 %), via les obligations indexées sur l'inflation (OATi).

La dépense des administrations publiques locales décélère en 2008 (+ 3,6 % en 2008 après + 7,3 % en 2007). Les dépenses de fonctionnement demeurent dynamiques, tirées par la forte progression de la masse salariale (+ 6,4 %), due en partie aux transferts de personnels liés à la décentralisation. À champ constant, la masse salariale progresse de 3,7 %. Les prestations sociales progressent modérément (+ 2,7 %) : les dépenses des départements au titre du revenu minimum d'insertion sont stables, mais celles au titre de l'allocation

personnalisée d'autonomie sont dynamiques. Enfin, les dépenses d'investissement local se stabilisent en valeur. Les investissements locaux marquent une pause, comme c'est souvent le cas après une élection municipale.

Les prestations versées par les administrations de sécurité sociale progressent au même rythme qu'en 2007 (+ 4,1 %). Les prestations vieillesse restent dynamiques (+ 5,4 %) en raison de l'arrivée à l'âge de la retraite des générations d'après-guerre. Les dépenses d'assurance maladie augmentent plus modérément qu'en 2007, sous l'effet notamment de la mise en œuvre de franchises médicales sur les médicaments, les actes paramédicaux et les frais de transports des malades. Quant aux prestations chômage, elles sont quasi stables après une forte baisse en 2007 en raison de la dégradation du marché du travail survenue en fin d'année 2008. Dans le même temps, la légère baisse des investissements (- 0,7 %) freine les dépenses des administrations de sécurité sociale.

En 2008, les dépenses totales des administrations publiques au sein de l'Union européenne à 27 représentent 46,8 % du PIB. Dans trois États membres, le niveau des dépenses des administrations publiques s'est établi à plus de 50 % du PIB (Suède, France, Danemark), alors qu'il est inférieur à 38 % au Luxembourg, en Lituanie, en Bulgarie et en Slovaquie. ■

Définitions

Budget général : part du budget regroupant les recettes et les dépenses des services publics administratifs, par opposition aux budgets annexes et aux comptes spéciaux du Trésor.

Dépenses publiques : dépenses de l'ensemble des administrations publiques.

Mission : ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle et constitue l'unité de vote des crédits.

Programme : crédits destinés à un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère. Le montant des crédits du programme est limitatif. Lui sont associés une stratégie, des objectifs précis, ainsi que des résultats attendus. Un responsable de programme est nommément désigné.

Administrations publiques, organismes divers d'administration centrale (Odac) : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les comptes des administrations publiques en 2008 », *Insee Première* n° 1237, mai 2009.
- « L'Économie française » *Insee Références*, édition 2009.
- « Déficit public de la zone euro et de l'UE27 respectivement de 1,9 % et 2,3 % du PIB », *communiqué de presse* n° 56, Eurostat, avril 2009.
- « Projet de loi de finances pour 2010 – rapport sur la dépense publique et son évolution » sur www.performance-publique.gouv.fr, ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Principales dépenses des administrations publiques en 2008

	Adm. publiques centrales (y compris État)		État		Adm. publiques locales		Adm. de sécurité sociale		Adm. publiques ¹	
	en Mds d'euros	2008/07 en %	en Mds d'euros	2008/07 en %	en Mds d'euros	2008/07 en %	en Mds d'euros	2008/07 en %	en Mds d'euros	2008/07 en %
Consommations intermédiaires	31,3	1,3	21,4	1,1	43,5	4,4	22,5	4,2	97,4	3,4
Rémunérations des salariés	95,4	-1,1	84,0	-1,3	63,3	6,4	54,4	3,4	213,1	2,1
Intérêts	47,9	7,2	45,0	8,6	5,2	5,2	2,1	15,4	54,6	7,3
Prestations sociales ²	75,5	1,9	57,7	1,9	18,4	2,7	359,5	4,1	453,4	3,7
Formation brute de capital fixe	10,6	1,3	6,9	4,3	45,4	0,0	6,4	-0,7	62,4	0,2
Total des dépenses¹	418,6	1,6	387,2	2,6	220,6	3,6	472,2	3,0	1 027,0	3,6

1. Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés. La somme des dépenses des secteurs est donc supérieure à celle de l'ensemble des administrations publiques.

2. En espèces et en nature.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Crédits du budget général par mission pour 2010

en milliards d'euros

Mission	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Mission	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Enseignement scolaire	60,90	60,85	Régimes sociaux et de retraite	5,73	5,73
Engagements financiers de l'État	44,19	44,19	Plan de relance de l'économie	2,34	4,10
Défense	39,26	37,15	Aide publique au développement	3,09	3,52
Recherche et enseignement supérieur	25,43	24,81	Agriculture, pêche, alim., forêt et aff. rurales	3,42	3,45
Sécurité	16,65	16,40	Anc. comb., mémoire et liens avec la Nation	3,43	3,43
Solidarité, insertion et égalité des chances	12,36	12,37	Culture	2,88	2,92
Gestion des fin. publ. et des ress. humaines	11,57	11,58	Action extérieure de l'État	2,66	2,63
Travail et emploi	11,36	11,41	Administration générale et territoriale de l'État	2,60	2,60
Écologie, dév. et aménagement durables	10,29	10,15	Relations avec les collectivités territoriales	2,57	2,51
Ville et logement	7,71	7,81	Autres missions	10,87	10,76
Justice	7,39	6,86	Total	286,69	285,23

Source : ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique.

Emplois ministériels autorisés en 2010

Ministères	Solde des créations et suppressions de postes ¹	Plafond des autorisations d'emplois ²
Affaires étrangères et européennes	- 255	15 564
Alimentation, agriculture et pêche	- 730	33 795
Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État	- 3 020	145 286
Culture et communication	- 125	11 518
Défense	- 8 250	309 562
Écologie, énergie, dév. durable et mer	- 1 294	66 224
Économie, industrie et emploi	- 324	15 097
Éducation nationale	- 16 000	963 666
Enseignement supérieur et recherche	0	53 513
Immig., intégration, id. nationale et dév. solidaire	- 13	615
Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales	- 3 450	283 343
Justice et libertés	400	73 594
Santé et sports	- 137	6 401
Services du Premier ministre	19	2 993
Conseil et contrôle de l'État	50	5 345
Travail, rel. sociales, famille, solid. et ville	- 364	21 229
Budget général	- 33 493	2 007 745
Contrôle et exploitation aériens	- 188	11 609
Publications officielles et information adm.	- 68	898
Budgets annexes	- 256	12 507
Total État	- 33 749	2 020 252

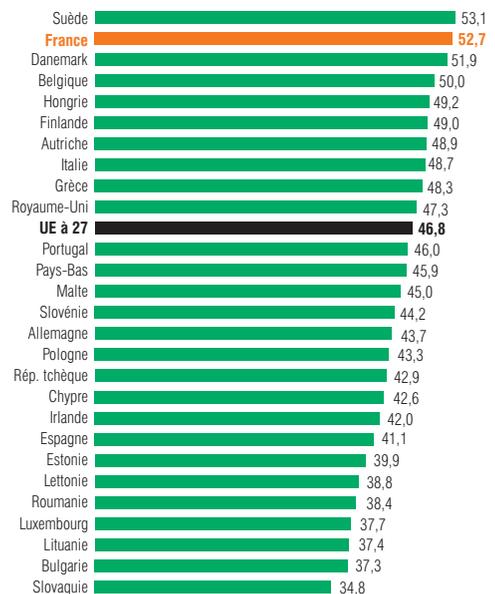
1. En équivalent temps plein (ETP).

2. En équivalent temps plein travaillé (ETPT).

Source : ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique.

Dépenses des administrations publiques au sein de l'Union européenne en 2008

en % du PIB



Source : Eurostat.